

**Séance du Conseil général du 8 juillet 2013
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Daniel Hubleur, Président du Conseil général

Secrétaire-Caissier : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux et aux représentants des médias. Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, Monsieur Daniel Hubleur procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Messieurs Cyril Jeanbourquin, Germain Jobin et Xhevdet Krasniqi sont excusés.

Pour le Conseil communal, Messieurs Christophe Baume, Nusret Berisha, Michäel Clémence et Urs Moser sont excusés.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 22 du 19 juin 2013
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 24 juin 2013
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Discuter et voter les dépassements du budget 2012
b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2012

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 24 juin 2013

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : personne ne désirant s'exprimer, je considère le procès-verbal comme accepté tacitement, avec remerciements à Marlyse Jobin pour sa rédaction rapide, le temps étant très court.

3. Communications

Conseil communal

Monsieur le Vice-maire, Gilles Cattin fait part des communications suivantes :

Crèche Croque-Pomme : l'apprentie, Madame Cindy Jubin, a terminé brillamment ses examens d'éducatrice de l'enfance. Nous lui adressons nos félicitations.

Gare Les Bois : les élèves de l'école primaire du village ont repeint la salle d'attente. Le résultat de ces travaux est très beau. On espère que cela restera en l'état le plus longtemps

possible. Le Conseil communal adresse ses remerciements aux différents acteurs pour la réalisation de ces travaux. Par contre, le Conseil communal a dû prendre la décision de fermer les toilettes de la gare. En effet, un ou plusieurs individus commettent des incivilités en bouchant volontairement les toilettes, ce qui provoque de multiples désagréments.

Hôtel 4 étoiles : ce matin, la Commune a reçu du Canton le rapport d'examen préliminaire concernant le projet d'un hôtel 4 étoiles. Le Conseil va en prendre connaissance et une publication sera faite à la fin des vacances.

4. Questions orales

1) Monsieur Gabriel Bilat : j'ai passé au nouveau rond-point vers les immeubles Progressia et j'ai remarqué qu'ils avaient déjà mis des bordures tout le tour. Je ne trouve pas cela très judicieux. Lorsqu'un poids lourd passera, il lui sera impossible de prendre ce cheminement. Je demande à ce que le Conseil communal fasse un rond-point comme à la Basse-Ferrière, par exemple, où les poids lourds peuvent mordre sur les bords. Je ne sais pas si c'est prévu, mais je ne crois pas.

Monsieur Gilles Cattin : je veux bien essayer de répondre, je ne suis pas en charge de ce dicastère et je n'ai pas encore eu la chance de voir ce rond-point. Dans tous les cas, il a été dessiné et conçu par notre ingénieur et il sera dans les normes. On ne va pas faire un rond-point surélevé, une espèce de bosse ou je ne sais quoi. Attendons que ça soit terminé. Je ne vois pas comment ça va donner à la fin.

Monsieur Gabriel Bilat : je suis satisfait.

2) Monsieur Jacques Boni : lors des communications du Conseil général du 24 juin 2013, Monsieur le Maire nous apprenait que l'Office fédéral de l'action sociale nous adressait une non-entrée en matière concernant la demande de reconnaissance de la structure d'accueil de la petite enfance. Pourrions-nous connaître les critères énumérés par cet Office pour étayer ce refus ?

Monsieur Gilles Cattin : le non-octroi des subventions par rapport à la crèche a été refusé ainsi qu'aux Breuleux parce qu'il a été justifié, pour les subventions cantonales et non pas pour les subventions fédérales, que nous étions en retard. C'est un tout petit peu paradoxal puisque le seul Conseil général extraordinaire organisé ici était justement à ce sujet sur leur demande. On a fait un Conseil général exprès pour débloquer au plus vite la réalisation de cette structure d'accueil. Après, le Canton, également pour Les Breuleux, justifiait de ne pas subventionner parce qu'on avait fait une demande en retard. On a fait recours contre cette décision et on n'a pas encore reçu de décision définitive par rapport à ça.

Monsieur Claude Gagnebin : je précise que ce n'est pas le Canton qui a refusé la subvention, mais c'est la Confédération.

Monsieur Jacques Boni : je suis satisfait.

3) Monsieur Edwin Bischof : concernant la route de Biaufond, ici aux Bois, on fait une autoroute pour les frontaliers. Mais le problème de ce trafic, il est jusqu'en bas. Alors, ce petit chemin contre Biaufond, il n'est pas adapté à ce trafic. Maintenant, je crois que c'est une route cantonale. Est-ce que vous savez si le Canton a des projets pour cette route. Souvent, il y a des heures où on n'arrive pas à monter, même le bus scolaire. Souvent, l'hiver surtout, les enfants ne peuvent pas prendre le train parce que le bus n'a pas pu passer. Vous connaissez ce problème et vous savez peut-être s'il y a des solutions prévues.

Monsieur Gilles Cattin : il y a plusieurs éléments dans ma réponse. Le premier élément, c'est qu'il y a déjà des comptages qui ont été effectués et, effectivement, il y a un trafic très

important par rapport à cette route. Le deuxième élément, c'est que la problématique est que le fond nous appartient, mais l'entretien ne nous appartient pas, idem pour la route du Peu-Claude. C'est un véritable serpent de mer ! Pour vous répondre un peu plus précisément, c'est qu'il n'y a pas de projet d'élargissement, il n'y a pas de projet de refonte totale de la route non plus. Par contre, ça fait partie d'un point à l'ordre du jour quand on va recevoir le représentant du Canton que nous avons convoqué par rapport à la route cantonale H18, qu'on discute clairement une fois pour toutes de qui fait quoi sur ces routes cantonales – communales pour qu'on arrive à trouver un terrain d'entente correct et un entretien correct parce qu'il y a effectivement surcharge de trafic qui provoque des dégradations importantes.

Monsieur Edwin Bischof : je suis partiellement satisfait.

5. a) Discuter et voter les dépassements du budget 2012
b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2012

Entrée en matière des points 5 a) et 5 b).

Monsieur Johnny Combremont : le budget prévoyait un excédent de charges de Fr. 125'300.00. Le bouclage des comptes 2012 présente un excédent de charges de Fr. 169'669.83. L'excédent de charges peut être considéré comme conforme aux prévisions, en tenant compte des dépenses supplémentaires qui ont été acceptées en cours d'année. Nous faisons également face à un tassement des rentrées fiscales de l'ordre d'environ Fr. 51'000.00. C'est pourquoi, le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

a) Discuter et voter les dépassements du budget 2012

Débat de fond.

Monsieur Johnny Combremont : vous avez reçu la liste des dépassements. Le Secrétaire-Caissier communal va pouvoir répondre à vos éventuelles questions.

Madame Sabine Clémence : j'aurais besoin de quelques éclaircissements dans les dépassements parce qu'il y a des choses que je ne comprends pas bien.

115.490.01/Imputations internes salaires

Madame Sabine Clémence : je ne comprends pas très bien cette indication. Qu'est-ce que c'est que ces Fr. 13'100.00 ? J'entends bien qu'il y a une erreur d'écriture, mais je ne retrouve pas cette différence de Fr. 13'000.00. J'aimerais des précisions.

Monsieur Claude Gagnebin : dans le budget, on avait mis à la position 115.490.01 Fr. 38'200.00 dans les recettes, alors qu'on aurait dû mettre Fr. 30'200.00 parce que les Fr. 38'200.00 correspondent aux Fr. 30'200.00 plus Fr. 8'000.00 de la ligne d'en dessus.

Madame Sabine Clémence : oui, mais alors pourquoi Fr. 13'100.00 puisque la différence est effectivement de Fr. 8'000.00 ?

Monsieur Claude Gagnebin : parce qu'après, il y a eu des imputations différentes réalisées au niveau des comptes. Précédemment, on imputait davantage pour les salaires des services communaux. En 2012, on a imputé moins.

130.318.07/Frais de procès

Monsieur Jacques Boni : ça concerne les frais de procès. On a été attaqué en responsabilité civile pour un problème d'épuration des eaux. Est-ce qu'on a gagné le procès et de quoi il tenait ?

Monsieur Claude Gagnebin : c'est une question sur laquelle on a été attaqué. Pour l'instant, il y a des frais de procédure, il n'y a encore ni vainqueur, ni vaincu. C'est simplement au niveau des préliminaires d'une éventuelle procédure judiciaire. Je ne peux pas vous en dire plus.

200.301.00/Salaires

Madame Sabine Clémence : cette somme qui figure aux dépassements suite au départ à la retraite de Monsieur Barthoulot et à la répartition des tâches communales a changé. J'aimerais plus de précisions parce que, en général, quand une personne prend sa retraite et qu'on engage une jeune personne, on a moins de charges salariales.

Monsieur Claude Gagnebin : effectivement, Monsieur Barthoulot est parti en retraite au mois d'octobre ou novembre. Il a été remplacé par le nouveau garde police, mais il a été salarié de la Commune jusqu'en février parce qu'il avait encore droit à des heures en compensation et des vacances. Il y a donc une période où il y a eu un double salaire. De toute façon, quand on a un départ, on essaie d'avoir la personne qui commence un petit peu plus tôt pour qu'elle puisse être mise au courant. Il y a aussi une répartition des tâches qui est différente. C'est-à-dire que Monsieur Bossart a été engagé pour des travaux de voirie principalement avec le poste de garde police. Monsieur Neyerlin qui effectuait ces travaux de voirie a repris les travaux de conciergerie. Il y a donc eu des différences de traitements à ce niveau-là.

230.318.00/Mise à jour des documents cadastraux

Monsieur Vincent Berger : de quoi s'agit-il ?

Monsieur Claude Gagnebin : la mise à jour des documents cadastraux avait été décidée en 1998 ou 1999 déjà pour mettre ces documents sur un support informatique. A cet effet, la Commune a perçu durant 12 ans des avances cadastrales de 0.2 ‰ de la valeur officielle des bâtiments jusqu'à fin 2011. La participation de la Commune à la mise à jour de ces documents allait jusqu'en 2012 ou 2013. Simplement, on a encaissé davantage si on veut bien, on n'a pas fait de réserve pour ces sommes-là et on les a directement mises dans le compte d'administration.

5110.312.02/Combustible

Madame Sabine Clémence : ce dépassement est fait parce que le plein des citernes a été fait en fin d'année. Pourquoi on n'en met pas sur un compte transitoire pour 2013 ?

Monsieur Claude Gagnebin : je n'ai jamais tenu de compte transitoire pour les frais de mazout parce que c'est simplement le report sur un exercice et l'inconvénient des comptes transitoires c'est qu'on a tendance à les oublier l'année suivante. Pour éviter ça, on ne les active pas. C'est vrai qu'on pourrait les activer, mais c'est un exercice de purisme comptable. Si la Commune était imposable, on pourrait se poser la question de savoir s'il faut effectivement mettre ça sur un compte transitoire. Nous ne sommes heureusement pas imposables à ce niveau-là, ce n'est donc pas d'une importance capitale.

665/Crèche communale et 6651/UAPE

Madame Sabine Clémence : il y a deux sommes qui figurent dans ces chapitres-là. On met le résultat du déficit, mais en fait il y a une part de frais qui est admise à la répartition des

charges. Donc, si je regarde la différence, il y a environ Fr. 4'000.00 pour le point 665, idem pour le point 6651 avec environ Fr. 2'000.00. Pourquoi y a-t-il ces deux écritures qui figurent là ? Je pense que ce n'est pas très clair.

Monsieur Claude Gagnebin : ces deux écritures sont mises pour montrer le résultat de la crèche. Ce n'est pas un dépassement en soi, c'est simplement pour que vous ayez une idée de ce que ça coûte à la Commune en réalité.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : en fait, le dépassement, c'est la différence entre ces deux chiffres.

Monsieur Claude Gagnebin : exactement, si on peut appeler ça un dépassement. Ce n'est pas un dépassement en soi mais ça coûte à la Commune ce montant. C'est clair qu'après, ça coûte plus cher à la Commune dans le sens où on a une augmentation des charges à la répartition des charges des œuvres sociales, mais le poisson est noyé dans la mer des participations financières pour le Canton.

Madame Sabine Clémence : je crois que là, ce qui est important de savoir, c'est le dépassement.

Monsieur Claude Gagnebin : c'est écrit « résultat du déficit », ce n'est pas un dépassement en soi. Si vous ne voulez plus que je le mette, je ne le mettrai plus. C'était à titre d'information.

5101.318.01/Transports scolaires

Monsieur Robert Claude : il y a un dépassement de Fr. 14'170.70. Si on regarde au budget, on avait mis Fr. 14'000.00 et on a Fr. 24'170.70. Si on fait la différence, on arrive à Fr. 10'000.00 et on a mis Fr. 14'000.00.

Monsieur Claude Gagnebin : la différence est effectivement de Fr. 10'170.70, je m'en excuse.

Au vote, le point 5 a) est accepté à l'unanimité.

b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2012

Les comptes qui donnent lieu à discussion sont les suivants.

Chapitre 10/SERVICES COMMUNAUX

1100.318.00/Ramassage des ordures

Monsieur Jacques Boni : Fr. 80'000.00, ça prend en compte le ramassage et l'incinération ?

Monsieur Claude Gagnebin : oui, ce sont le ramassage et l'incinération des ordures.

1100.318.01/Ramassage verre

Monsieur Jacques Boni : on voit que ça nous coûte Fr. 13'000.00 et que ça rapporte environ Fr. 5'000.00. Pour les cassons, ça rapporte juste Fr. 400.00 et Fr. 800.00. Pour le gazon, ça coûte Fr. 20'000.00. Il n'y a pas de taxe spéciale pour ceux qui mettent du gazon ?

Monsieur Claude Gagnebin : non, il n'y a pas de taxe spéciale.

1100.318.07/Ramassage du carton

Monsieur Jacques Boni : on voit que ça nous coûte Fr. 1'100.00 et on ne voit pas si ça nous rapporte quelque chose.

Monsieur Claude Gagnebin : ça nous rapporte quelque chose, mais c'est mis avec le papier car c'est une somme insignifiante.

Monsieur Jacques Boni : pour le verre, on ne voit pas ce que ça nous coûte, mais on sait que ça nous rapporte Fr. 2'900.00. C'est juste ?

Monsieur Claude Gagnebin : non, ça rapporte Fr. 5'569.00.

Monsieur Jacques Boni : et ça ne nous coûte rien pour l'élimination ?

Monsieur Claude Gagnebin : oui, ce sont les Fr. 13'824.00 sur le compte 1100.318.01. Mais, comme je l'ai mentionné dans le rapport préliminaire, dans cette somme, les frais de ramassage sont compris pour deux années parce qu'on a reçu la facture trop tard.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur passe la Présidence à Madame Marianne Guillaume.

Monsieur Daniel Hubleur : mon intervention à ce chapitre est une intervention d'ordre général et concerne tous les services généraux, que ça soit l'enlèvement des ordures, la STEP ou encore le Service des eaux. Dans le cadre des séances du budget ou des comptes, nous sommes déjà intervenus plusieurs fois pour demander une modification de la pratique dans ces comptes. Je m'explique. La Commune des Bois est la championne toutes catégories du Canton du Jura concernant le prix de l'eau, le prix de la STEP et également pour la taxe des ordures. Aujourd'hui, alors que nous venons de passer à la taxe au sac, on nous propose des comptes déficitaires et cela n'est pas très encourageant pour les autres communes franc-montagnardes qui envisagent ce passage. Or, on constate que ce sont des coûts de réalisation d'infrastructures, récolte des déchets verts en hiver, récolte des déchets minéraux, etc. qui grèvent ces comptes. Alors, pas question de remettre en cause ces investissements. Mais, dans les autres communes, une bonne partie des infrastructures est imputée au compte de fonctionnement et je vous en donne un exemple flagrant : il y a quinze jours, le Conseil général de Delémont a voté un crédit de Fr. 1'800'000.00 pour le raccordement en eau depuis Moutier jusqu'à Delémont. Je vous lis le document que les Conseillers généraux ont reçu concernant le financement de cette somme. « *Ce financement est financé par voie d'emprunt à charge des services industriels avec intérêts moyens de 4 % et un amortissement sur 50 ans. La charge annuelle portée au compte de fonctionnement sera de Fr. 100'020.00. Cette charge financière n'aura pas d'incidence sur le tarif de l'eau.* ». Voilà un exemple concret où, après, on s'aperçoit que la Commune a des coûts de taxes moins élevés. Cette méthode qui consiste à prendre certains investissements dans les comptes de fonctionnement a été validée par un jugement du Tribunal fédéral il y a quelques années. Il y avait eu tout un jugement et c'est quand même quelque chose d'important puisque, d'une manière générale, le Tribunal fédéral avait trouvé que c'était correct de prendre ces infrastructures par l'impôt dans la mesure où c'est une manière plus sociale de mettre à charge ces infrastructures, tout en assurant après, une taxe correspondant à la consommation ou aux déchets produits pour les coûts de fonctionnement. Aussi, je demanderais à la Commission financière de se pencher sur ce problème et de nous fournir, d'ici la fin de l'année, des règles pour une pratique plus équitable concernant ces investissements. Je n'ai donc pas de proposition pour ces comptes proprement dits, mais qu'à l'avenir on ait des règles qui correspondent plus à ce qui se fait en général dans le Canton. Je vous remercie.

Monsieur Gilles Cattin : le Conseil communal n'a rien à ajouter par rapport à cela, si ce n'est qu'on a effectivement des méthodes de travail qui ne sont peut-être pas les mêmes

dans tout le Canton du Jura. La Commission financière, comme il l'a été demandé, nous présentera un rapport et nous fera des propositions éventuelles pour une amélioration.

La Présidence est reprise par Monsieur Daniel Hubleur.

Madame Sabine Clémence : je demande à ce qu'on mette un peu à jour ces comptes, qu'on enlève ceux dont on n'a plus besoin, comme le matériel pour les bûches des Bois ou plusieurs choses qui n'ont plus rien à faire là parce qu'elles n'existent plus. Je crois que j'ai vu le préposé aux cultures. J'ai l'impression qu'il y a plein de choses qu'on pourrait enlever pour rendre les comptes un peu plus lisibles. C'est aussi une demande qu'on pourrait faire à la Commission financière d'enlever un peu ce dont on n'a plus besoin. J'aimerais juste encore savoir une deuxième chose, c'est au niveau de l'entretien des chemins. Il n'y a pas grand-chose qui est prévu, mais comme je sais qu'il y a un nouveau Syndicat des chemins qui s'est mis en place et que je pense que la Commune participe à ce projet, je ne sais pas si quelque chose est prévu.

Monsieur Gilles Cattin : dans le cadre du futur budget, bien sûr qu'il y aura quelque chose de prévu parce que la Commune est propriétaire et copropriétaire de certains chemins et elle subventionne également. Pour les comptes 2012, ce Syndicat de chemins n'était pas créé, il n'y a pas d'argent qui est sorti pour ce Syndicat. Ça va venir dans l'établissement du prochain budget.

Monsieur Claude Gagnebin : en ce qui concerne les frais de traitement du préposé à la culture des champs, on a des sommes qu'on doit payer au Canton, je suis donc bien obligé de les comptabiliser quelque part. Maintenant, concernant les frais de la Commission touristique, j'aimerais quand même rappeler qu'il y a quelques années, la Commission de vérification des comptes m'a imposé de tenir un inventaire du matériel de la Commission touristique. A ma connaissance, cette Commission touristique existe encore, du moins sur le papier. Je suis donc obligé de la maintenir aussi sur le papier en ce qui concerne les comptes. Quand le Conseil général décidera de la supprimer, je pourrai supprimer ça.

Traitement des déchets

Monsieur Jacques Boni : dans les services communaux, on signalera également que le montant des taxes a été inférieur aux prévisions du budget pour Fr. 26'000.00 et que cela allait perdurer pendant deux ans. Si on divise Fr. 26'000.00 par Fr. 120.00, ça fait environ 216 ménages.

Monsieur Claude Gagnebin : on avait estimé un montant supérieur pour les rentrées des taxes. En réalité, il s'est avéré qu'on a Fr. 26'000.00 de moins encaissés.

Monsieur Jacques Boni : on sait qu'on a tant de ménages, tant d'industries, etc. Alors ça fait quand même un peu beaucoup, Fr. 26'000.00 qu'on a oublié de taxer.

Monsieur Claude Gagnebin : on n'a pas oublié. C'est simplement le tonnage des ordures. On vend des sacs à ordures à Fr. 2.15 la pièce, on n'a aucune idée de ce que pèse un sac et on n'a aucune idée du volume qu'on va devoir ramasser.

Monsieur Jacques Boni : c'est ça la taxe. J'ai cru que c'était les Fr. 120.00 qu'on paie.

Monsieur Claude Gagnebin : il y a la taxe des Fr. 120.00 et les sacs à ordures.

Monsieur Jacques Boni : Fr. 26'000.00 d'écart ! Le prix du sac va monter de combien ?

Monsieur Claude Gagnebin : pour l'instant, il n'a pas été prévu de l'augmenter. Mais, comme je vous l'explique dans le rapport, dans ces Fr. 26'000.00, on a un excédent de charges qui est de Fr. 20'000.00 qui peut être expliqué de différentes manières. Si on n'a plus ces charges-là, on arrivera à financer le compte des déchets avec la taxe actuelle. C'est une situation transitoire par rapport à la situation normale. Maintenant, si on abonde dans le sens de la proposition que Monsieur Hubleur a faite tout à l'heure, le découvert du

Service des déchets, du Service des eaux et du Service des eaux usées sera moindre dans le sens où on ne tiendra plus compte de ces frais.

Monsieur Martial Farine : j'ai une question d'ordre général. N'étant pas du tout au fait des problèmes de fiscalité, j'aimerais savoir, pour l'impôt sur le revenu, combien représente une quotité d'un dixième.

Monsieur Claude Gagnebin : un dixième de quotité représente entre Fr. 120'000.00 et Fr. 130'000.00.

Monsieur Vincent Berger : la Commission de vérification des comptes a contrôlé les comptes 2012 bouclés au 31 décembre 2012. Leur vérification nous permet d'indiquer que les comptes sont présentés correctement. Nous remercions le Caissier pour sa bonne tenue et sa disponibilité. Ainsi, nous recommandons au Conseil général d'approuver les comptes 2012 tout en en donnant décharge. Pour cette vérification, nous avons dû fonctionner à trois membres uniquement. Nous attendons que le Conseil général nomme rapidement un cinquième membre pour nous rejoindre. La quatrième membre était à cette période dans l'incapacité de fonctionner et, par conséquent à notre regret, valablement absente. Nous vous remercions de votre compréhension et de votre prochaine élection.

Au vote, le point 5 b) est accepté à l'unanimité.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : pour information, on va également passer les comptes des investissements.

Aucune remarque n'est faite.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : je tiens à vous remercier de votre présence. Je vous souhaite une bonne soirée, d'excellentes vacances et un bon retour chez vous.

La séance est levée à 20h45.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :

Daniel Hubleur Marlyse Jobin